

Le budget fédéral va directement à l'encontre de l'esprit de collaboration et de consultation fédérales-provinciales que la conférence de février devait favoriser et pourrait faire obstacle aux discussions sur l'unité nationale.

Nous nous rappelons tous ces propos très pieux et ces déclarations profondes au sujet du nouvel esprit et de la nouvelle génération de fédéralisme de collaboration. Maintenant, il faut conclure que toutes ces déclarations étaient vides de sens. Le gouvernement ne faisait que mettre les choses en place pour des élections qu'il prévoyait tenir ce printemps. Après le budget, le ministre des Finances a changé les règles du programme, mais seulement pour une province. L'Alberta avait été exclu à l'origine et on ne lui a pas permis de profiter de ce changement. Comme d'autres députés l'ont signalé, le gouvernement du Manitoba voulait utiliser sa part du programme de la façon le plus profitable pour l'économie provinciale, tout comme le Québec l'a fait avec ses réductions sélectives de la taxe de vente. La demande du Manitoba a été rejetée.

Les premiers ministres des provinces de l'Ouest ne s'en étaient pas tenus là. J'aimerais citer un autre extrait de leur communiqué publié à la suite de la conférence des premiers ministres des provinces de l'Ouest tenue le 13 avril:

Les premiers ministres provinciaux ont insisté sur le fait qu'ils ne contestaient pas le principe d'une réduction de la taxe de vente en tant que mesure fiscale, mais ils ont vivement critiqué le gouvernement de l'avoir appliquée de façon unilatérale en s'ingérant dans les attributions provinciales.

Cela ne ressemble pas beaucoup à de l'esprit de collaboration et de consultation. C'est plutôt de l'affrontement. C'est plutôt de l'arrogance et de l'indifférence à l'égard des pouvoirs provinciaux. C'est à cela que les provinces s'opposent, et à juste titre. Nous trouvons certes irritant et ennuyeux que les provinces n'aient pas participé à la décision concernant la formule d'indemnisation fédérale qui traite les contribuables canadiens différemment selon la région où ils vivent. C'est la principale raison de ce fiasco.

● (1422)

Le député de York-Simcoe (Mr. Stevens) a mis le doigt sur le problème lorsqu'il a dit que, dans le bill C-56, le gouvernement avait divisé le Canada en trois régions distinctes: l'Alberta est totalement laissé pour compte et n'a droit à rien; le Québec reçoit un traitement unique et spécial tandis que les huit autres provinces profitent du programme à divers degrés. Nous créons là un précédent en traitant une province différemment des autres. Apparemment, l'Alberta n'a pas le droit de profiter de cette proposition.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) qui, en principe, défend les intérêts des Albertains au cabinet a fait un discours que je trouve assez incroyable où il semblait reprocher aux Albertains leur prospérité. Il m'a rappelé un ancien ministre de l'Agriculture de cette province, le sénateur Bud Olson, qui essayait continuellement de défendre le gouvernement de l'époque aux yeux des gens de l'Alberta au lieu de faire comprendre leurs problèmes au gouvernement. Après avoir écouté le discours du ministre je dois avouer qu'il était beaucoup plus efficace dans l'opposition que lorsqu'il essaie de

Impôt sur le revenu—Loi

défendre ce programme. Après avoir écouté ou lu son discours, on se demandera si les Albertains ont vraiment besoin de quelqu'un pour les représenter au cabinet.

Le ministre a parlé de l'écart entre les provinces riches et pauvres en disant que les Albertains devraient avoir honte de demander un meilleur traitement. Il a essayé de justifier la façon dont le gouvernement traite l'Alberta dans le budget et dans ce bill. J'aimerais citer un passage de son discours tel qu'il figure à la page 5696 du hansard du 24 mai et où il dit:

Il existe une raison logique pour laquelle le ministre des Finances, dans sa tentative pour unifier et renforcer notre pays devrait s'attaquer au problème qui existe au Canada, soit l'écart énorme entre le taux d'imposition d'une province à l'autre. Ainsi, la taxe de vente est très élevée dans certaines provinces et inexistante dans une autre. A mon avis, le ministre des Finances avait tout à fait raison de s'attaquer à ce problème.

Personne ne nie le principe ni la nécessité de la péréquation entre les provinces, bien au contraire. Notre parti appuie cette mesure, dont l'origine remonte au gouvernement du très hon. député de Prince-Albert (M. Diefenbaker). Le principe de la péréquation n'est pas moins juste aujourd'hui qu'à cette époque. C'est un fait incontestable. Le principe et la formule de la péréquation visent déjà à résoudre le problème que soulève le ministre. Nous disposons déjà d'un très vaste système de péréquation qui a coûté à l'Alberta, à la Colombie-Britannique et à l'Ontario un montant de l'ordre de 2.5 milliards de dollars pour l'année financière 1977-1978 et qui coûtera près de 2.7 milliards au cours de l'année financière en cours. Il s'agit là d'un programme coûteux, c'est indéniable, mais qui en vaut la peine. C'est là le prix que nous payons pour maintenir un semblant d'équilibre au sein de la Confédération d'un point de vue financier et économique.

Il y a un autre point qui semble avoir été négligé dans ce débat, je suis d'ailleurs surpris que le ministre de l'Industrie et du Commerce n'y ait pas fait allusion. Il faut bien se rappeler que depuis 1973, l'Alberta n'a jamais pu pratiquer les prix internationaux pour sa production de gaz et de pétrole. A cause de cela, les Albertains ont dû renoncer à plus de 10.4 milliards de dollars de revenus afin d'égaliser le prix du pétrole et du gaz dans notre pays. Cela correspond en fait à une subvention directe au reste du pays aux frais de l'Alberta. Il faudrait de plus reconnaître que le maintien de ces prix artificiellement bas ont eu et continueront d'avoir des effets sur l'investissement et sur nos progrès technologiques au niveau du développement futur de nos ressources énergétiques.

N'oublions pas non plus l'époque où une grave controverse opposait l'ex-ministre des Finances, l'honorable Don Macdonald et le gouvernement de l'Alberta. Durant cette période, la situation n'était guère de bon augure pour le développement futur des ressources énergétiques. En fait, les agissements de ce ministre et du premier ministre fédéral (M. Trudeau) contre l'Alberta ont frisé la propagande haineuse. Je me souviens l'avoir entendu accuser le ministre de l'Énergie de l'Alberta de perfidie et recourir à d'autres injures du même genre.